

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VIOLAY  
Séance du 28 mars 2023**

**Réf. 2023.03.06**

L'an deux mil vingt-trois et le vingt-huit mars à 20 heures, les membres composant le Conseil Municipal de VIOLAY, dûment convoqués par le maire dans les délais légaux, le 23 mars 2023, se sont réunis en session ordinaire, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame CHAVEROT Véronique, Maire.

L'avis de la tenue de la présente réunion a été affiché le jour même de l'envoi des convocations sur le panneau officiel de la Mairie

- ✓ Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15
- ✓ Nombre de conseillers municipaux présents : 14
- ✓ Nombre de conseillers municipaux votants : 15

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214203341-20230328-20230306-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2023

Affichage : 07/04/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

**Présents :** CHAVEROT Véronique  
PALAIS Jean-Claude  
ESCOFET Danièle  
POIRON Jean-Pierre  
COLLON Colette  
DENIS Chantal  
CHAVEROT Gilbert  
GIROUD Marc

SERRAILLE Joëlle  
PERRIER Guy  
LANGE Audrey  
BISSAY David  
LAURENT Michel  
BLANCHARD Valérianne

**Excusée :** MESSAOUDY-PERRET Merryll

**Secrétaire de séance :** ESCOFET Danièle

**OBJET : FISCALITE 2023 : APPROBATION DU TAUX DES 3 TAXES DIRECTES LOCALES**

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents, après élection :

⇒ DECIDE de fixer les taux des trois taxes directes locales pour 2023 en les majorant de 0.5 points, ainsi qu'il suit :

Taxe foncière bâti	26.30 %
Taxe Foncière non bâti	48.09 %
Taxe d'habitation	7.89 %

**Violay, le 31.03.2023**  
Le Maire,  
CHAVEROT Véronique



**La secrétaire de séance,**  
ESCOFET Danièle

Conformément aux dispositions de l'article L. 2131-1 du Code Général des collectivités territoriales, la date de publication sur le site internet de la commune attestée est le 07.04.2023.

Madame le Maire

- certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de LYON situé au 184 rue Dugesclin, 69433 LYON Cédex 03, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).